

COMPTE-RENDU

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 14 MARS 2019

Présents : CATALA G- IOCHUM M - MAS J-P - SALOU N - STEYER J-P METRAL G-A- HUGARD C - HUGARD L- GALLAY P - DELACQUIS A - LEROUlLEY J - PERILLAT A- BRUNEAU S (arrivée à 19h05 point VII)- COUSINARD S- AUVERNAY F- CROZET J- VANNSON C- PERY P- CAILLOCE JP- CAUL-FUTY F- CHAPON C - HENON C- METRAL M-A- GRADEL M- BRIFFAZ J-F - GOSSET I- MAGNIER I- DEVILLAZ M - PEPIN S- ROBERT M (arrivée à 19h20 point VII)DUCRETTET P- ESPANA L- GYSELINCK F-

Avaient donné procuration : FIMALOZ G à IOCHUM M- VARESCON R à MAS J-P- GUILLEN F à GALLAY P - THABUIS H à METRAL G-A- HUGARD B à HUGARD C- MARTIN D à HUGARD L- PERNAT M-P à COUSINARD S- POUCHOT R à AUVERNAY F - DENIZON F à PERY P- GARIN J à CAILLOCE J-P- RICHARD G à PEPIN S- ROBERT M à DUCRETTET P jusqu'à son arrivée-

Excusé : HERVE L –

Absent: GERVAIS L-

Secrétaire de séance : Lucie ESPANA

I- Approbation du compte-rendu de la réunion du 21 février 2019

Le compte-rendu est approuvé par quarante voix pour et deux voix contre (MARTIN D- HUGARD L)

II- Compte-rendu des décisions prises par Monsieur le Président ainsi que par le bureau communautaire en vertu de l'article L 5211-10 du Code Général des collectivités territoriales depuis le dernier conseil communautaire

III- Rapport annuel sur la situation de l'égalité entre les hommes et les femmes sur le territoire

Vu la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes,

Vu le décret n°2015-761 du 24 juin 2015, *VU* les articles L 2311-1-2 et D.2311-16 du Code Général des Collectivités Territoriales

Depuis le 1er janvier 2016, en application de la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, les communes et les EPCI à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants doivent présenter à l'assemblée délibérante, préalablement aux débats sur le projet de budget, un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son

territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Ce rapport ne donne pas lieu à débat, une délibération prend acte de sa tenue.

Conformément au décret n°2015-761 du 24 juin 2015, ce rapport présente un état des lieux, un bilan et les orientations de la collectivité en la matière, - à la fois dans son statut d'employeur, par la présentation de la politique menée en matière de ressources humaines sur les problématiques liées à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (sensibilisation, féminisation, rémunération, formation), - mais également dans son statut d'initiateur et d'acteur des politiques publiques conduites sur son territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes (notamment dans les domaines de la cohésion sociale, la citoyenneté).

Vu le rapport sur l'égalité entre les femmes et les hommes sur le territoire de la communauté de communes Cluses Arve & montagnes qui a été réalisé, adressé à chaque conseiller et qui présente la situation de la collectivité ainsi que les actions menées sur le territoire,

Le Conseil Communautaire prend acte du rapport sur l'égalité entre les femmes et les hommes qui sera annexé à la délibération.

IV-Fixation du taux de la Cotisation Foncière des Entreprises 2019

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le débat d'orientation budgétaire qui a eu lieu lors de la réunion du 21 février 2019;

Monsieur le Président rappelle qu'il a proposé la stabilité de la cotisation foncière des entreprises pour l'année 2019 soit 20,70 % suite à l'augmentation réalisée l'an passé (20.70% contre 20.69 % de 2013 à 2017). La recette estimée sur les bases de l'année précédente serait de 8 659 402 €.

Il est proposé à l'assemblée de fixer le taux d'imposition CFE à 20.70 %.

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré par quarante voix pour et deux voix contre (MARTIN D- HUGARD L) :

- **Approuve** le taux d'imposition de la CFE de 20,70 % ;
- **Donne** pouvoir à Monsieur le Président pour prendre les mesures de gestion correspondantes.

V-Fixation du taux de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères 2019

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment celles de l'article L. 2224-13 du CGCT ;

Vu les dispositions du Code Général des impôts, et notamment celles des articles 1639 A bis II et 1379 0 bis – VI ;

Vu les dispositions de la loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu la délibération n° 13-01 du 14 janvier 2013 par laquelle la communauté de communes Cluses Arve et Montagnes a instauré la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) ;

Vu la délibération n° 13-02 du 14 janvier 2013 par laquelle la communauté de communes Cluses Arve et Montagnes a instauré le zonage de la TEOM en vue de l'harmonisation progressive des taux sur le territoire de la 2CCAM ;

Vu la délibération n° 13-17 du 27 mars 2013 par laquelle la communauté de communes Cluses Arve et montagnes a fixé les taux de TEOM 2013 pour chaque commune et instauré une durée de lissage de six ans ;

L'année 2019 représente l'année terminale du lissage des taux qui aboutit à la fixation d'un taux unique et uniforme pour l'ensemble des communes membres, soit le taux de 8.92 %.

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré par quarante voix pour et deux voix contre (MARTIN D- HUGARD L) :

- **Fixe les taux de TEOM suivants pour l'année 2019 :**

| Villes | Taux 2019 |
|------------------|------------------|
| Arâches zone A | 8.92 % |
| Arâches zone B | 8.92 % |
| Cluses | 8.92 % |
| Magland | 8.92 % |
| Marnaz | 8.92 % |
| Mont-Saxonnex | 8.92 % |
| Nancy-sur-Cluses | 8.92 % |
| Le Reposoir | 8.92 % |
| Saint-Sigismond | 8.92 % |
| Scionzier | 8.92 % |
| Thyez | 8.92 % |

VI-Fixation des taux d'imposition 2019

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le débat d'orientation budgétaire qui a eu lieu le 21 février 2019 ;

Monsieur le Président rappelle que la communauté de communes Cluses Arve et montagnes a instauré des taxes ménages depuis le budget 2018 ;

Considérant que l'équilibre du budget primitif 2019 nécessite le maintien des taxes ménages ;

Il est proposé à l'assemblée de reconduire les taux d'imposition mis en place l'an passé à savoir :

- Taxe habitation au taux de 1,23 %
- Taxe foncière au taux de 0,863 %
- Taxe foncière non bâti au taux de 4,70 %

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré par quarante voix pour et deux voix contre (MARTIN D- HUGARD L) :

- **Approuve** les taux de taxes suivants :
 - Taxe habitation au taux de 1,23 %
 - Taxe foncière au taux de 0,863 %
 - Taxe foncière non bâti au taux de 4,70 %

- **Donne** pouvoir à Monsieur le Président pour prendre les mesures de gestion correspondantes.

VII- Examen et vote du budget primitif 2019 – Budget Principal

Le Conseil Communautaire est appelé à se prononcer sur l'adoption du Budget Principal qui a été préparé sur la base des orientations budgétaires présentées le 21 Février 2019.

Le budget primitif 2019 du Budget Principal s'établit à la somme de 36 738 344,91 € en section de fonctionnement, comprenant un virement à la section d'investissement de 2 575 594,91 € ; et à 5 301 407,20 € en section d'investissement.

Le Conseil Communautaire sera invité à voter une section de fonctionnement et une section d'investissement du Budget Principal équilibrées en recettes et en dépenses, par chapitre.

Chaque conseiller a été destinataire d'un rapport détaillant les lignes budgétaires en dépenses et en recettes pour les sections de fonctionnement et d'investissement ainsi que le rappel des projets validés pour l'exercice 2019.

Section de fonctionnement :

Cf page suivante

| N° chapitre | Chapitre | CA 2017 | BP 2018 | CA 2018 | Budget Primitif 2019 |
|---|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| 013 | Atténuations de charges | 55 415,76 | 0,00 | 74 139,51 | 18 800,00 |
| 70 | Produits des services, du domaine et ventes diverses | 1 481 069,68 | 1 604 667,00 | 1 808 678,77 | 1 761 564,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 20 699 173,00 | 22 459 121,15 | 23 191 627,00 | 23 430 028,00 |
| 74 | Dotations et participations | 8 894 600,60 | 8 897 418,97 | 8 901 289,45 | 9 117 261,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 553 279,63 | 555 370,00 | 560 721,70 | 552 090,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 797 396,62 | 0,00 | 63 654,77 | 0,00 |
| RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | | 32 480 935,29 | 33 516 577,12 | 34 600 111,20 | 34 879 743,00 |
| 002 | Résultat de fonctionnement reporté | 333 688,73 | 195 669,24 | 195 669,24 | 1 844 589,91 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 3 000,00 | 17 838,00 | 22 150,00 | 14 012,00 |
| RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT | | 336 688,73 | 213 507,24 | 217 819,24 | 1 858 601,91 |
| TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT | | 32 817 624,02 | 33 730 084,36 | 34 817 930,44 | 36 738 344,91 |

| N° chapitre | Chapitre | CA 2017 | BP 2018 | CA 2018 | Budget Primitif 2019 |
|---|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| 011 | Charges à caractère général | 8 017 507,49 | 8 676 416,45 | 8 485 984,70 | 9 316 645,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 2 112 562,90 | 2 320 506,20 | 2 280 196,39 | 2 405 108,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 17 290 381,00 | 17 353 973,00 | 17 221 703,60 | 17 300 307,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 3 972 555,13 | 4 445 576,46 | 4 396 812,73 | 4 533 015,00 |
| 66 | Charges financières | 155 449,97 | 159 900,00 | 144 279,81 | 169 500,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 221 573,17 | 108 410,35 | 19 676,12 | 18 175,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | | 31 770 029,66 | 33 064 782,46 | 32 548 653,35 | 33 742 750,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | 245 301,90 | 0,00 | 2 575 594,91 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 201 482,00 | 420 000,00 | 424 687,18 | 420 000,00 |
| DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT | | 201 482,00 | 665 301,90 | 424 687,18 | 2 995 594,91 |
| TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | 31 971 511,66 | 33 730 084,36 | 32 973 340,53 | 36 738 344,91 |

Section d'investissement :

| N° chapitre | Chapitre | CA 2017 | BP 2018 | CA 2018 | Budget Primitif 2019 |
|--|--|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 1 022 666,83 | 971 206,12 | 720 919,12 | 475 107,48 |
| 13 | Subventions d'investissement reçues | 7 500,00 | 177 673,00 | 23 500,00 | 397 504,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 1 200,00 | 2 199 205,24 | 2 001 800,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 691,09 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT | | 1 031 366,83 | 3 348 084,36 | 2 746 910,21 | 872 611,48 |
| 001 | Résultat positif d'investissement reporté | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 923 000,81 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 0,00 | 245 301,90 | 0,00 | 2 575 594,91 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 411 000,00 | 0,00 | 360 200,00 |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 201 482,00 | 420 000,00 | 424 687,18 | 420 000,00 |
| 041 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 150 000,00 |
| RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT | | 201 482,00 | 1 076 301,90 | 424 687,18 | 4 428 795,72 |
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT | | 1 232 848,83 | 4 424 386,26 | 3 171 597,39 | 5 301 407,20 |

| N° chapitre | Chapitre | CA 2017 | BP 2018 | CA 2018 | Budget Primitif 2019 |
|--|--|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 425 769,17 | 432 564,14 | 431 299,73 | 578 754,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 91 667,32 | 205 455,80 | 45 591,92 | 190 400,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 559 010,00 | 559 002,03 | 430 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 396 638,60 | 2 204 455,78 | 579 481,82 | 3 214 310,40 |
| 23 | Immobilisations en cours | 6 221,37 | 411 312,08 | 17 320,62 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 740,00 | 740,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 293 317,49 |
| DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | 920 296,46 | 3 813 537,80 | 1 633 436,12 | 4 706 781,89 |
| 001 | Résultat négatif d'investissement reporté | 902 562,83 | 593 010,46 | 593 010,46 | 0,00 |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 3 000,00 | 17 838,00 | 22 150,00 | 14 012,00 |
| 041 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 150 000,00 |
| | Restes à Réaliser | | | | 430 613,31 |
| DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT | | 905 562,83 | 610 848,46 | 615 160,46 | 164 012,00 |
| TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | 1 825 859,29 | 4 424 386,26 | 2 248 596,58 | 5 301 407,20 |

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré par trente-deux voix pour, deux voix contre (MARTIN D- HUGARD L) et 9 abstentions (MAS J-P, SALOU N, STEYER J-P, METRAL G-A, GUILLEN F, GALLAY P, DELACQUIS A, VARESCON R, THABUIS H) :

- **Approuve** le budget principal 2019, en dépenses et recettes pour les sections de fonctionnement et d'investissement, par chapitre.

VIII- Examen et vote du budget primitif 2019 – Budget annexe Assainissement

Le Conseil Communautaire est appelé à se prononcer sur l'adoption du Budget annexe Assainissement qui a été préparé sur la base des orientations budgétaires présentées le 21 Février 2019.

Le budget primitif 2019 du Budget annexe Assainissement s'établit à la somme de 9 128 688.39 € en section de fonctionnement, comprenant un virement à la section d'investissement de 4 524 191.39 € ; et à 9 131 396.87 € en section d'investissement.

Le Conseil Communautaire sera invité à voter des sections de fonctionnement et d'investissement du budget annexe Assainissement équilibrées en recettes et en dépenses, par chapitre.

Chaque conseiller a été destinataire d'un rapport détaillant les lignes budgétaires en dépenses et en recettes pour les sections de fonctionnement et d'investissement ainsi que le rappel des projets validés pour l'exercice 2019.

Section de fonctionnement :

Cf page suivante

| N° chapitre | Chapitre | CA 2017 | BP 2018 | CA 2018 | Budget Primitif 2019 |
|---|--|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 910,00 | 0,00 |
| 70 | Produits des services, du domaine et ventes diverses | 346 438,76 | 2 491 218,20 | 1 934 818,27 | 4 520 824,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 67 748,00 | 107 090,30 | 113 845,55 | 139 207,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 3 151 255,69 | 3 196 993,65 | 3 084 584,70 | 41 360,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 3 040,00 | 105 929,00 | 534 520,24 | 2 000,00 |
| RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | | 3 568 482,45 | 5 901 231,15 | 5 668 678,76 | 4 703 391,00 |
| 002 | Résultat de fonctionnement reporté | 0,00 | 2 663 199,66 | 2 663 199,66 | 4 135 297,39 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 255 000,00 | 290 000,00 | 290 000,00 | 290 000,00 |
| RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT | | 255 000,00 | 2 953 199,66 | 2 953 199,66 | 4 425 297,39 |
| TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT | | 3 823 482,45 | 8 854 430,81 | 8 621 878,42 | 9 128 688,39 |

Section d'investissement :

| N° chapitre | Chapitre | CA 2017 | BP 2018 | CA 2018 | Budget Primitif 2019 |
|--|--|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 524 097,51 | 0,00 | 0,00 | 479 668,32 |
| 13 | Subventions d'investissement reçues | 307 788,74 | 1 816 126,00 | 1 957 041,67 | 339 500,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 2 843 226,00 | 1 987 181,34 | 10 004,15 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 290,53 | 24 615,00 | 218 601,07 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 2 371,16 | 0,00 | 87 918,30 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 519,78 | 140 000,00 | 806 194,37 | 0,00 |
| RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT | | 3 678 293,72 | 3 967 922,34 | 3 079 759,56 | 819 168,32 |
| 001 | Résultat positif d'investissement reporté | 0,00 | 281 679,13 | 281 679,13 | 1 808 037,16 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 0,00 | 1 091 055,19 | 0,00 | 4 524 191,39 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 1 050 000,00 | 1 380 000,00 | 1 142 193,00 | 1 380 000,00 |
| 041 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 87 137,98 | 0,00 | 7 960,80 | 600 000,00 |
| RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT | | 1 137 137,98 | 2 752 734,32 | 1 431 832,93 | 8 312 228,55 |
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT | | 4 815 431,70 | 6 720 656,66 | 4 511 592,49 | 9 131 396,87 |

| N° chapitre | Chapitre | CA 2017 | BP 2018 | CA 2018 | Budget Primitif 2019 |
|--|--|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 103 529,00 | 0,00 | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 524 903,85 | 587 872,00 | 587 321,22 | 668 100,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 215 881,16 | 495 578,22 | 114 639,73 | 270 000,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 81 303,96 | 2 296 746,47 | 816 206,96 | 935 650,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 2 596 950,10 | 2 946 930,97 | 875 809,30 | 4 000 000,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 79 941,39 |
| DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | 3 419 039,07 | 6 430 656,66 | 2 393 977,21 | 5 953 691,39 |
| 001 | Résultat négatif d'investissement reporté | 859 713,50 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 255 000,00 | 290 000,00 | 290 000,00 | 290 000,00 |
| 041 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 2 371,16 | 600 000,00 |
| | Restes à Réaliser | | | | 2 287 705,48 |
| DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT | | 1 114 713,50 | 290 000,00 | 292 371,16 | 890 000,00 |
| TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | 4 533 752,57 | 6 720 656,66 | 2 686 348,37 | 9 131 396,87 |

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré par quarante-et-une voix pour et deux voix contre (MARTIN D- HUGARD L) :

- **Approuve** le budget annexe Assainissement 2019, en dépenses et recettes pour les sections de fonctionnement et d'investissement, par chapitre.

IX- Examen et vote du budget primitif 2019 – Budget annexe Office de Tourisme Intercommunal

Le Conseil Communautaire est appelé à se prononcer sur l'adoption du Budget annexe Office de Tourisme Intercommunal qui a été préparé sur la base des orientations budgétaires présentées le 21 Février 2019.

Le budget primitif 2019 du budget annexe Office de Tourisme Intercommunal s'établit à la somme de 771 352.29 € en section de fonctionnement et à 322 307.07 € en section d'investissement.

En section de fonctionnement, une participation du budget principal d'un montant de 620 000,00 €, inscrite au compte 74, en recettes, permet d'assurer l'équilibre.

Cette subvention permet de couvrir l'ensemble de ses charges et de la partie des projets d'investissement qui n'est pas couverte par des subventions ou des dotations aux amortissements.

Le Conseil Communautaire sera invité à voter des sections de fonctionnement et d'investissement du budget annexe Office de tourisme intercommunal équilibrées en recettes et en dépenses, par chapitre.

Chaque conseiller a été destinataire d'un rapport détaillant les lignes budgétaires en dépenses et en recettes pour les sections de fonctionnement et d'investissement ainsi que le rappel des projets validés pour l'exercice 2019.

Section de fonctionnement :

| N° chapitre | Chapitre | CA 2017 | BP 2018 | CA 2018 | Budget Primitif 2019 |
|---|--|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|
| 013 | Atténuations de charges | 1 548,00 | 2 000,00 | 2 076,00 | 0,00 |
| 70 | Produits des services, du domaine et ventes diverses | 8 772,27 | 14 260,00 | 15 172,55 | 8 335,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 54 700,88 | 25 000,00 | 45 174,80 | 40 000,00 |
| 74 | Dotations et participations | 355 275,00 | 629 086,89 | 590 000,00 | 620 000,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 68 118,15 | 0,00 | 7 763,20 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 155,76 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | | 488 570,06 | 670 346,89 | 660 186,55 | 668 335,00 |
| 002 | Résultat de fonctionnement reporté | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 103 017,29 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 103 017,29 |
| TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT | | 488 570,06 | 670 346,89 | 660 186,55 | 771 352,29 |

| N° chapitre | Chapitre | CA 2017 | BP 2018 | CA 2018 | Budget Primitif 2019 |
|---|--|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|
| 011 | Charges à caractère général | 80 311,59 | 142 076,00 | 125 508,56 | 203 923,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 271 295,97 | 325 991,00 | 321 438,15 | 313 943,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 60 520,82 | 35 000,00 | 17 131,26 | 2 500,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 40 000,00 |
| DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | | 412 128,38 | 503 067,00 | 464 077,97 | 560 866,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | 157 182,40 | 0,00 | 196 496,29 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 0,00 | 10 097,49 | 9 936,50 | 13 990,00 |
| DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT | | 0,00 | 167 279,89 | 9 936,50 | 210 486,29 |
| TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | 412 128,38 | 670 346,89 | 474 014,47 | 771 352,29 |

Section d'investissement :

| N° chapitre | Chapitre | CA 2017 | BP 2018 | CA 2018 | Budget Primitif 2019 |
|--|--|-------------|-------------------|-------------------|----------------------|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 76 441,68 | 83 905,68 | 111 820,78 |
| 13 | Subventions d'investissement reçues | 0,00 | 7 500,00 | 10 000,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT | | 0,00 | 83 941,68 | 93 905,68 | 111 820,78 |
| 001 | Résultat positif d'investissement reporté | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 0,00 | 157 182,40 | 0,00 | 196 496,29 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 0,00 | 10 097,49 | 9 936,50 | 13 990,00 |
| 041 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT | | 0,00 | 167 279,89 | 9 936,50 | 210 486,29 |
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT | | 0,00 | 251 221,57 | 103 842,18 | 322 307,07 |

| N° chapitre | Chapitre | CA 2017 | BP 2018 | CA 2018 | Budget Primitif 2019 |
|--|--|------------------|-------------------|-------------------|----------------------|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 49 306,00 | 147 820,00 | 78 911,20 | 144 600,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 37 620,08 | 16 475,49 | 11 067,69 | 78 110,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16 442,28 |
| DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | 86 926,08 | 164 295,49 | 89 978,89 | 239 152,28 |
| 001 | Résultat négatif d'investissement reporté | 0,00 | 86 926,08 | 86 926,08 | 73 062,79 |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à Réaliser | | | | 10 092,00 |
| DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT | | 0,00 | 86 926,08 | 86 926,08 | 73 062,79 |
| TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | 86 926,08 | 251 221,57 | 176 904,97 | 322 307,07 |

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré par quarante-et-une voix pour et deux voix contre (MARTIN D- HUGARD L) :

- **Approuve** le budget annexe Office de Tourisme Intercommunal 2019, en dépenses et recettes pour les sections de fonctionnement et d'investissement, par chapitre

X-Attribution de subvention aux associations

Depuis sa création en 2013, la communauté de communes Cluses Arve et montagnes soutient diverses associations et établissements dans les domaines sociaux et économiques conformément aux compétences prévues dans ses statuts.

Compte-tenu des demandes effectuées et de la situation financière de la collectivité, il est proposé de maintenir les subventions au niveau de 2018 sauf pour les associations d'aide au maintien à domicile qui verrait l'enveloppe globale progresser de 3 892 €, soit :

| <u>Imputations</u> | <u>Associations</u> | <u>Montants</u> |
|--------------------|--|-----------------|
| 6574/61 | ADMR de Marignier | 5 960.00 € |
| 6574/61 | ADMR de Scionzier | 26 926.00 € |
| 6574/61 | ADMR de Taninges | 2 134.00 € |
| 6574/61 | SPAD | 997,00 € |
| 6574/524 | Alvéole | 182 565,00 € |
| 6574/524 | Mission Locale Jeune Faucigny Mont-Blanc | 56 175 € |
| 6574/025 | Amicale du personnel intercommunal | 4 620,00 € |
| 6574/025 | Amicale du personnel Commune d'Arâches | 200,00 € |

| | | |
|--------------|---|---------------------|
| 6574/93 | Association Auvergne Rhône Alpes Industries | 42 000,00 € |
| 6574/90 | Centre régional de la propriété forestière | 3 125,00 € |
| 6574/90 | Maison de l'économie | 8 000.00 € |
| TOTAL | | 332 702,00 € |

Suite aux remarques de Mme Métral concernant la baisse significative de la subvention de l'ADMR de Taninges il sera pris contact avec les dirigeants afin de s'assurer de la pérennité de l'action de cette association.

A la demande de Mme Lucie HUGARD il est décidé de procéder à des votes différenciés.

- **Subventions aux associations ADMR** qui interviennent dans les différentes communes du territoire :

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré par quarante-et-une voix pour et deux voix contre (MARTIN D- HUGARD L) :

- **Approuve** l'attribution d'une subvention de 5 960 € à l'association ADMR basée à Marignier et qui intervient sur le territoire de Theyez ;
d'une subvention de 26 926 € à l'association ADMR basée à Scionzier et qui intervient sur les territoires de Scionzier, Le Reposoir, Marnaz, Mont-Saxonnex et Nancy-sur-Cluses ;
d'une subvention de 2 134 € à l'ADMR du Marcelly basée à Taninges et qui intervient sur les territoires de Arâches-la-Frasse et Saint-Sigismond.
- **Subvention à l'association SPAD de Scionzier** (Soins Prévention Accompagnement à domicile) :

M. PERILLAT faisant partie du bureau de l'association ne participe pas au vote.

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré par quarante voix pour et deux voix contre (MARTIN D- HUGARD L) :

- **Approuve** l'attribution d'une subvention de 997 €.
- **Subvention à l'association ALVEOLE**

En application de la convention quadriennale qui lie la 2CCAM et l'association Alvéole.

M. DUCRETTET faisant partie du bureau de l'association ne participe pas au vote.

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré par quarante voix pour et deux voix contre (MARTIN D- HUGARD L) :

- **Approuve** l'attribution d'une subvention de 182 565 €

- **Subvention à l'association Mission Locale Jeune Faucigny Mont-Blanc :**

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré par quarante-et-une voix pour et deux voix contre (MARTIN D- HUGARD L) :

- **Approuve** l'attribution d'une subvention de 56 175 €

- **Association Auvergne Rhône Alpes Industries 4.0**

En application de la convention qui lie la 2CCAM et l'association pour la participation à la construction du Technocentre.

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré par quarante-et-une voix pour et deux voix contre (MARTIN D- HUGARD L) :

- **Approuve** l'attribution d'une subvention de 42 000 €

- **Autres subventions :**

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré, à l'unanimité, par quarante-trois voix pour :

- **Approuve** l'attribution d'une subvention de 4 620 € à l'association AMICAM ; 200 € à l'Amicale du personnel de la commune d'Arâches-la-Frasse ; 3 125 € au Centre Régional de la Propriété Forestière ; 8 000 € à la Maison de l'Economie.

XI-Tableau des effectifs 2019

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 7 février 2019,

L'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale impose le recensement annuel des emplois.

Le tableau présenté prend en compte les agents permanents, titulaires ou non titulaires, à l'exclusion des agents de remplacement, des contrats d'insertion (contrats aidés de droit privé) et des contrats en alternance. Ce tableau a vocation à être présenté lors du vote du budget.

Une note récapitulative était jointe, présentant l'évolution des effectifs depuis l'année de création avec indication chaque année du nombre de postes créés et du nombre de postes existants dans les syndicats et qui sont passés automatiquement à la communauté de commune lors des transferts de compétence.

Figure également le détail des postes mutualisés entre les différentes communes membres et la 2CCAM, la plupart du temps la mutualisation se réalisant des communes vers la 2CCAM.

Le tableau des effectifs 2019 proposé affiche 60 postes budgétaires à compter du mois de janvier 2019 dont 5 postes à temps non complet.

MOUVEMENTS DEPUIS LE TABLEAU DES EFFECTIFS 2018 :

| Tableau des effectifs 2018 | Tableau des effectifs au 1^{er} janvier 2019 |
|--|---|
| Personnel 2CCAM – Budget Général = 48 | Personnel 2CCAM – Budget Général = 48 |
| Personnel 2CCAM – Assainissement = 5 | Personnel 2CCAM – Assainissement = 5 |
| Personnel 2CCAM –Office de Tourisme = 8 | Personnel 2CCAM –Office de Tourisme = 7 |
| TOTAL : 61 postes | TOTAL : 60 postes |

TRANSFERT DE POSTE :

Un poste de chargé de développement (rédacteur principal 2ème classe) a été déplacé, du budget annexe de l’Office de Tourisme au Budget Général de la 2CCAM

SUPPRESSIONS DE POSTE :

Un poste d’adjoint administratif a été supprimé au budget général suite à un redéploiement de missions.

Il est à noter que la collectivité peut également avoir recours à des agents non permanents pour des besoins ponctuels liés à l’activité du service (agents en remplacement, accroissement temporaire d’activité, accroissement saisonnier d’activité

SYNTHESE DES POSTES OUVERTS EN 2019

| TOTAL PAR FILIERES | Postes budgétaires 2018 | Postes budgétaires 2019 | Equivalent tps plein 2019 | Catég. A | Catég. B | Catég. C |
|--------------------------------------|-------------------------|-------------------------|---------------------------|-----------|-----------|-----------|
| <i>FILIERE ADMINISTRATIVE</i> | 25 | 26 | 25 | 9 | 1 | 16 |
| <i>FILIERE TECHNIQUE</i> | 25 | 22 | 21,4 | 0 | 4 | 18 |
| <i>FILIERE CULTURELLE</i> | 4 | 4 | 4 | 1 | 0 | 3 |
| <i>FILIERE SPORTIVE</i> | 7 | 8 | 8,5 | 0 | 8 | 0 |
| <u>TOTAL</u> | 61 | 60 | 58,9 | 10 | 13 | 37 |

| REPARTITION PAR GRADES CCCAM | Catégorie | Effectifs budgétaires 2018 | Effectifs budgétaires s 2019 | Dont temps non complets (TNC) | Tps hebd o pour les TNC (heures et centièmes) | Equivalent temps plein (tps partiels et TNC) | Postes "potentiels" n'engageant pas de coût financier supplément aire : en attente réussite concours ou promo |
|--|-----------|-------------------------------|------------------------------------|--|--|--|---|
| | | | | | | | |
| FILIERE ADMINISTRATIVE | | | | | | | |
| Emploi Fonctionnel : Directeur Général des services d'EPCI 40 -80 000 h | A | 1 | 0 | 0 | | 0 | 1 |
| Attaché principal | A | 0 | 1 | 0 | | 1 | 1 |
| Attaché | A | 1 | 2 | 0 | | 2 | 1 |
| Chargé de mission politique de la ville | A | 2 | 1 | 0 | | 1 | |
| Chargée de mission juriste | A | 1 | 1 | | | 1 | |
| Chargé de Mission Animateur généraliste CDDRA | A | 1 | 1 | 0 | | 1 | |
| Chargé de mission contrôle de gestion | A | 1 | 1 | 0 | | 1 | |
| Rédacteur principal 2ème classe | B | 0 | 1 | | | 0,8 | 1 |
| Rédacteur | B | 0 | 0 | 0 | | 0 | 1 |
| Adjoint administratif principal 1ère classe | C | 4 | 4 | 0 | | 3,9 | |
| Adjoint administratif principal 2ème classe | C | 1 | 1 | 0 | | 1 | |
| Adjoint administratif | C | 6 | 5 | 1 | 1 TNC 17h50 | 4,5 | |
| Sous Total postes | | 18 | 18 | 1 | | 17,2 | 5 |
| FILIERE TECHNIQUE | | | | | | | |
| Ingénieur principal | A | 0 | 0 | 0 | | 0 | 1 |
| Technicien principal 1ère classe | B | 0 | 0 | 0 | | 0 | 1 |
| Technicien principal 2ème classe | B | 1 | 1 | 0 | | 1 | 1 |
| Technicien | B | 1 | 1 | 0 | | 1 | 1 |
| Agents de maîtrise principal | C | 0 | 0 | | | | 1 |
| Agents de maîtrise | C | 0 | 0 | 0 | | 0 | |
| Adjoint technique principal 1ère classe | C | 3 | 2 | | | 2 | 2 |
| Adjoint technique principal 2ème classe | C | 4 | 4 | | | 4 | 2 |
| Adjoint technique | C | 9 | 10 | 2 | 2 TNC 28H0 | 9,6 | |
| Sous Total postes | | 18 | 18 | 2 | | 17,6 | 9 |
| FILIERE CULTURELLE | | | | | | | |
| Attaché principal de conservation du patrimoine | A | 1 | 1 | 0 | | 1 | |
| Adjoint du patrimoine principal 2ème classe | C | 1 | 2 | 0 | | 2 | 1 |
| Adjoint du patrimoine | C | 2 | 1 | 0 | | 1 | |
| Sous Total postes | | 4 | 4 | 0 | | 4 | 1 |

| FILIERE SPORTIVE | | | | | | | |
|---|---|-----------|-----------|----------|-------------------|-------------|-----------|
| Educateur des APS principal 1ère classe | B | 0 | 0 | 0 | | 1 | 1 |
| Educateur des APS principal 2ème classe | B | 2 | 1 | 0 | | 1 | 1 |
| Educateurs | B | 6 | 7 | 0 | 1 TNC 17h50 | 6,5 | 2 |
| Sous Total postes | | 8 | 8 | 0 | | 8,5 | 4 |
| TOTAL POSTES OUVERTS | | 48 | 48 | 3 | | 47,3 | 19 |

| REPARTITION PAR GRADES CCCAM - OFFICE DE TOURISME | Catégorie | Effectifs budgétaires 2018 | Effectifs budgétaires s 2019 | Dont temps non complets (TNC) | Tps hebd o pour les TNC (heures et centièmes) | Equivalent temps plein (tps partiels et TNC) | Postes "potentiels" n'engageant pas de coût financier supplément aire : en attente réussite concours ou promo |
|--|-----------|-------------------------------|------------------------------------|--|--|--|---|
| Directeur de l'Office de Tourisme Intercommunal | A | 1 | 1 | | | 1 | |
| Rédacteur principal 2ème classe | B | 1 | 0 | | | 0 | 0 |
| Rédacteur principal | B | 0 | 0 | | | 0 | 1 |
| Adjoint administratif principal 1ère classe | C | 1 | 1 | 0 | | 1 | 1 |
| Adjoint administratif principal 2ème classe | C | 1 | 1 | 0 | | 1 | |
| Adjoint administratif | C | 4 | 4 | 1 | 1 TNC 28H | 3,8 | |
| TOTAL | | 8 | 7 | 1 | | 6,8 | 2 |

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré par quarante-et-une voix pour et deux voix contre (MARTIN D, HUGARD L) :

- **Approuve** le tableau des effectifs 2019.

XII-Convention pluriannuelle de renouvellement urbain du quartier des Ewües à Cluses

La 2CCAM assure le portage et l'animation sur son territoire du Contrat de Ville 2015-2020 signé le 6 juillet 2015. Le 3^{ème} axe stratégique (Pilier) du Contrat de Ville concerne la mise en œuvre des actions relevant de l'amélioration du cadre de Vie et du renouvellement Urbain dans les quartiers de la Politique de la Ville.

A ce titre, la ville de CLUSES a initié la mise en œuvre d'un vaste projet de renouvellement urbain du quartier des Ewües, en concertation avec Halpades (bailleur social du parc locatif aidé du quartier des Ewües) et avec l'appui et le partenariat de l'Etat, de l'Anru, du Département de la Haute-Savoie, de la Région Auvergne Rhône Alpes, de l'Anah, d'Action Logement Services, de la 2CCAM, et de la Caisse des Dépôts.

Ce projet a ainsi été retenu dans le cadre du NPNRU (Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain) financé par l'ANRU en tant que projet d'intérêt régional (PRIR), pour une mise en œuvre à échéance de 2024.

Il a été également inscrit au volet renouvellement urbain du Contrat de Plan Etat-Région (CPER), ouvrant ainsi un soutien financier aux investissements de la part du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes et du Conseil Départemental de la Haute-Savoie.

Le projet s'est appuyé sur les études élaborées dans le cadre du protocole de préfiguration du quartier des Ewües, cofinancées par l'Anru, la Caisse des Dépôts, l'Epareca et la ville de Cluses (Etude urbaine, études commerciales, étude Chauffage Urbain, Etude Equipements publics).

La présente convention, soumise à l'approbation du conseil communautaire, a ainsi pour objet de fixer les objectifs, le contenu opérationnel, les modalités de partenariat et de financement des opérations du projet de renouvellement urbain, entre les différents acteurs et partenaires du projet.

La situation et les éléments du contexte du quartier des Ewües sont rappelés et détaillés dans la convention (titre 2 « Les Eléments de contexte »).

2. Les objectifs du projet de renouvellement urbain du quartier des Ewües

2.1 Les grands principes d'intervention

La définition du projet de renouvellement urbain s'est appuyée sur 3 axes et principes d'intervention :

→ Mettre en œuvre un projet à l'échelle du quartier vécu

Les problématiques urbaines auxquelles est confronté le quartier des Ewües dépassent largement le strict périmètre du QPV (Quartier Politique Ville) mais concernent plus largement l'ancien périmètre ZUS et ses abords immédiats, notamment le long de l'avenue Clémenceau (secteur «Galeries Nouvelles»), en vis-à-vis direct du petit centre commercial Ewües 1.

Dès l'élaboration du protocole de préfiguration, il est apparu indispensable à l'ensemble des partenaires de porter la réflexion sur le périmètre de quartier vécu, sans quoi la stratégie de renouvellement urbain serait incomplète et inopérante.

→ Réintégrer les Ewües au reste de la ville

L'ambition politique du projet et ses objectifs stratégiques sont fondés sur le changement d'image du quartier, le renouvellement de son attractivité résidentielle et la diversification de ses usages (mixité fonctionnelle et sociale).

L'objectif transversal du projet est de réintégrer les Ewües au reste de la ville, de « banaliser » son insertion urbaine et sociale en lui redonnant une image et un fonctionnement social, urbain et commercial valorisants auprès de ses habitants comme de ceux de l'ensemble de la ville et de la vallée.

→ Mieux valoriser les atouts du quartier des Ewües

Le projet n'a toutefois pas vocation à bouleverser en totalité les principes d'urbanisme qui avaient été retenus à la création du quartier et qui se révèlent pour beaucoup comme points forts et atouts des Ewües.

Au contraire, en intervenant sur l'habitat, sur le cadre et le fonctionnement urbain, sur les fonctions commerciales et de services dans et en périphérie immédiate du quartier, il s'agit de s'appuyer sur ces atouts et de mieux les valoriser :

- Mixité fonctionnelle (habitat/équipements/services/commerces) à préserver et renforcer
- Importance des espaces verts et paysagers, à mieux relier entre eux et mieux valoriser en termes d'usage,
- Sentiment relatif de « faible densité » urbaine à préserver et à renforcer en dé-densifiant certains secteurs,
- Homogénéité volumétrique et esthétique des immeubles, sans austérité à valoriser dans le cadre de réhabilitation sur le parc locatif social comme sur le parc privé en copropriété,
- Proximité et accessibilité au centre-ville à mieux valoriser,
- Deux groupes scolaires en cœur de quartier, pôles d'animation et de mixité, à soutenir et revaloriser en réhabilitant le bâti,
- Centre commercial Carrefour en proximité directe du quartier dont le projet de réaménagement est à articuler avec celui du quartier des Ewües.
- Tissu commercial de proximité encore important mais à restructurer.

2.2 Les objectifs opérationnels du projet de renouvellement urbain

Les études menées dans le cadre du protocole de préfiguration, et notamment l'étude urbaine, ont permis d'élaborer un plan-masse pour un nouveau quartier fortement remodelé à échéance de 15-20 ans qui, de par son ampleur, va bien au-delà du NPNRU (échéance 2024)

Il donne ainsi les grandes lignes et orientations pour une stratégie de projet déclinée sur le long terme, le NPNRU ayant vocation à engager à court-moyen terme les actions les plus déterminantes et structurantes qui doivent être menées pour atteindre les objectifs.

Un des éléments fort et structurant du projet est la création d'un mail piéton paysager central, traversant le quartier de part en part, d'ouest en est : il favorisera sa perméabilité et permettra de mieux valoriser les atouts des espaces paysagers, point d'appui du renforcement de l'attractivité résidentielle des Ewües.

Les orientations stratégiques prioritaires en matière d'habitat, d'attractivité et de « réintégration » des Ewües au reste de la ville, sont ainsi déclinés en différents objectifs urbains d'intervention (le détail plus précis des opérations est présenté aux articles 4.1 et 4.2 de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain) :

→ Requalifier/renouveler, valoriser et diversifier l'offre publique et privée de logements dans le quartier (dans et hors QPV) :

- Il s'agit d'un part de mettre en œuvre des démolitions ciblées d'immeubles de logements locatifs aidés (50 logements) et de copropriétés privées avec une reconstitution de l'offre de logements en privilégiant la diversification tant en termes d'offre (locatifs, accession, accession sociale à la propriété,) que de formes urbaines et de constructions (petits collectifs, habitat intermédiaire, individuel groupé).

Les démolitions sont engagées à la fois pour répondre à des objectifs de réaménagement urbain (dé-densification, etc.) mais elles sont également rendues nécessaires pour deux immeubles en copropriété privées (44 logements au total) au regard de l'état de dégradation du bâti et de la situation critique de leur fonctionnement.

- En parallèle le bailleur social Halpades engagera des actions de requalification et de réhabilitation de l'ensemble du parc locatif aidé du quartier (travaux d'amélioration énergétiques notamment), échelonnées sur une dizaine d'années.
- La ville et ses partenaires (Anah, CD74, CDC) ont engagé en 2018 des programmes d'appui au redressement et à la réhabilitation de 6 copropriétés privées identifiées comme fortement fragilisées ou dégradées : mise en œuvre de 3 OPAH copropriétés dégradées et de 3 Plans de Sauvegarde, dont le suivi-animation a débuté mi-2018.

→ **Réaménager, requalifier, mailler et valoriser les espaces publics, les espaces verts et les circulations à l'échelle du quartier en favorisant le lien avec le reste de la ville**

L'objectif est d'organiser les conditions d'une mobilité facilitée des habitants et des usagers "depuis", "vers" et "dans" le quartier des Ewües.

- Clarification de la trame viaire interne au quartier : requalification et réhabilitation des voiries existantes, création de transversales permettant de mieux traverser le quartier et de mieux le relier aux axes structurants périphériques afin de rompre l'effet « barrière » et favoriser l'intégration du quartier dans le tissu urbain de la ville,
- Renforcement et développement du maillage des modes doux (piéton/vélo), comme modes de déplacements alternatifs à la voiture dans le quartier, création d'un mail piéton paysager traversant le quartier de part en part, « colonne vertébrale » permettant de mieux relier entre eux les différents espaces de vie (parcs, écoles, équipements, etc.)
- Valorisation des espaces verts comme lieux de vie et de convivialité dans le quartier et comme point d'appui à son attractivité: revaloriser les atouts paysagers des Ewües en réaménageant les espaces verts jalonnant le quartier, en résidentialisant des pieds d'immeubles, en développement les liaisons et modes doux de déplacements, en optimisant et réorganisant le stationnement.
- Décloisonner le quartier et l'ouvrir au reste de la ville en réaménageant à terme l'avenue Georges Clémenceau et en démolissant le parking-silo du centre commercial Carrefour,

→ **Développer et restructurer de l'offre d'équipements publics**

En articulation avec les actions de requalification du cadre urbain et des espaces publics, il s'agit de renforcer l'offre d'équipements publics dans le quartier en tant que lieux de polarité et d'attractivité pour les habitants des Ewües et de la ville :

- Création d'équipements sportifs structurants au bénéfice des habitants du quartier, des enfants et associations sportives locales: démolition-reconstruction du gymnase des Ewües 1, création d'une salle de motricité dans le groupe scolaire des Ewües 2 (situé au cœur du QPV).

- Création d'une Maison de Services au public en cœur de quartier, en proximité directe du QPV, pôle ressources et d'attractivité pour l'ensemble des habitants de la ville.
- A moyen terme, réhabilitation/rénovation des deux groupes scolaires Ewües 1 et Ewües 2,

→ **Restructurer, revaloriser, redynamiser et « rationaliser » l'offre commerciale dans et à proximité immédiate du quartier :**

L'offre commerciale dans et à proximité du quartier a été un des atouts des Ewües. Les études Epareca réalisées dans le cadre du protocole de préfiguration ont toutefois démontré la nécessité de mener des actions volontaristes de restructuration de cette offre commerciale, à la fois au regard de l'évolution des modes de consommation mais également de l'état et de la situation de dégradation et/ou de vacance de certains pôles. Ces actions se traduiront par :

- La démolition/recyclage de l'îlot commercial Galeries Nouvelles,
- La requalification du centre commercial Ewües 1,
- Le recyclage du centre commercial Ewües 2 permettant notamment la création d'un pôle de service Maison de services au public.

En parallèle, l'articulation du projet urbain avec le projet de restructuration du centre commercial Carrefour situé en proximité du quartier est un enjeu essentiel.

Ce projet, en cours de réflexion, présente en effet une forte opportunité pour favoriser l'intégration du quartier au tissu urbain périphérique et son décroisement.

Les engagements financiers des partenaires

L'ensemble des opérations mobilisent une enveloppe globale d'environ 34.26 millions d'euros d'investissement publics et privés dans le quartier et sa périphérie immédiate.

Au titre de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain, les engagements financiers des différents partenaires sur la période 2019-2024 se déclinent ainsi comme suit :

→ La participation financière de l'Anru, au titre du NPNRU, intervient sous la forme de subventions et de prêts bonifiés. Elle s'entend pour un montant total de 4.16 millions d'euros réparti comme suit :

- Le montant de subvention de l'Anru s'entend pour un montant global maximal de 2,46 millions d'euros,
- L'enveloppe de prêts bonifiés par Action Logement Services au titre du NPNRU s'entend pour un montant global maximal de 1,7 000 millions d'euros.

→ La participation financière de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) s'établit à hauteur d'environ 5.9 millions d'euros, répartis comme suit :

- Le cofinancement des dispositifs OPAH copropriétés et Plans de Sauvegarde pour un montant global estimatif de 4,65 millions d'euros
- Le recyclage de la copropriété C3 en QPV, au titre du « Plan Initiative Copropriétés » pour un montant global estimatif de 1,24 millions d'euros.

- ➔ La participation financière de la Région Auvergne Rhône-Alpes s'établit à 3.6 millions d'euros.
- ➔ La participation financière du Département de Haute-Savoie s'entend pour un montant de 2.9 millions d'euros (0.42 millions d'euros environ au titre du droit commun et de 2.5 millions d'euros au titre du CPER),
- ➔ La participation de la Ville de Cluses s'entend pour un montant de 4.4 millions d'euros.
- ➔ La participation de la SaHLM Halpades s'entend pour un montant de 10,8 millions d'euros,
- ➔ La participation financière de la Caisse des Dépôts, s'entend pour un montant d'environ 134 000€

Engagement de la Communauté de Communes Cluses Arve & montagnes

La 2CCAM s'engage à accompagner la mise en œuvre des opérations par un appui technique et administratif.

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré par quarante-et-une voix pour et deux voix contre (MARTIN D, HUGARD L) :

- **Approuve** les termes de la convention pluriannuelle 2019-2024 du projet de renouvellement urbain du quartier des Ewües, jointe en annexe à la présente délibération,
- **Autorise** Monsieur le Président à signer la présente convention et ses annexes, après avoir procédé le cas échéant à des ajustements rédactionnels mineurs n'entraînant pas de modification dans les engagements financiers des différents partenaires.

XIII- Adoption du règlement de collecte des ordures ménagères et assimilées

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment L 2224.13 à L 2224.17,

Vu les statuts de la communauté de communes Cluses Arve & montagnes ;

Vu les travaux de la commission Déchets ménagers et assimilés ;

Il est proposé d'adopter un règlement intérieur de collecte des ordures ménagères et assimilées.

Ce règlement a pour objet de définir les conditions et modalités de collecte des déchets ménagers sur le territoire des communes composant la Communauté de Commune de Cluses Arve et montagnes. Il est opposable à l'ensemble des usagers résidants sur le territoire de la 2CCAM.

Le règlement rappelle les modalités de collecte et indique notamment :

- L'obligation de disposer d'un bac conforme à la collecte mécanisée,
- L'interdiction de déposer des déchets non conformes (encombrants, déchets verts, ...) lors de la collecte des ordures ménagères.

En cas de présence de déchets non conforme ou de conteneurs non conforme, un autocollant sera apposé sur ce dernier afin d'informer l'utilisateur de la raison du refus de collecte.

Il est également rappelé les conditions et les lieux de tri des déchets recyclables.

La collecte des déchets d'activité économique n'est pas de la compétence des collectivités locales. Dans ce cadre, au-delà de 5000 litres par semaine, l'ensemble des déchets produits ne sera plus pris en charge par le service public.

Les professionnels concernés devront prendre un contrat avec un collecteur privé.

Dans la même logique, la collecte des papiers, cartons et films plastiques des professionnels sont réalisées dans la limite des volumes ci-dessous :

- Papier : 1 000 litres / collecte (mensuelle)
- Carton : 6 000 litres / collecte (bimensuelle)
- Film plastiques : 1 500 litres / collecte (bimensuelle)

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré à l'unanimité, par quarante-trois voix pour :

- **Approuve** le règlement de collecte des ordures ménagères et assimilées ;
- **Autorise** Monsieur le Président à mettre en œuvre la présente décision.

XIV-Tarifification des transports scolaires et aide applicable année 2019-2020

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Vu la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs établissant le rôle des collectivités locales en tant qu'autorités organisatrices des transports publics de voyageurs ;

- Vu le règlement communautaire des transports scolaires fixant les règles d'accès aux transports scolaires organisés par la Communauté de communes ;

- Vu le budget de l'exercice 2018 en cours de préparation ;

La communauté de communes Cluses, Arve et montagnes, compétente pour organiser les transports scolaires sur son territoire depuis le 1^{er} janvier 2015, doit établir les tarifs de ses transports scolaires ainsi que le montant des Aides Individuelles aux Transports (AIT) pour l'année scolaire 2019/2020.

1/ Tarifification des transports scolaires applicables pour l'année scolaire 2019/2020

Il est proposé d'adopter les tarifs qui suivent. Ils seront applicables à compter de l'ouverture des inscriptions pour l'année scolaire 2019/2020.

Ces tarifs seront appliqués aux élèves transportés sur les circuits scolaires traditionnels ainsi qu'aux élèves empruntant les transports urbains. Ils seront aussi appliqués, dans les transports urbains, pour tous les étudiants présentant un justificatifs (apprentis, élève en alternance...) jusqu'à 25 ans.

Ces titres de transport scolaires donneront accès gratuitement au réseau de transport urbain de la 2CCAM jusqu'au 31 août 2020. L'objectif des inscriptions scolaires 2019/2020 est de continuer à valoriser les inscriptions dématérialisées qui permettent de simplifier la procédure et de diminuer le temps de traitement des dossiers c'est pourquoi le maintien d'un tarif spécifique est proposé.

Propositions tarifaires année 2019/2020 :

Divers scénarii ont été proposés et soumis à la commission, ils projettent des augmentations tarifaires par rapport aux tarifs 2018/2019 de 5 €, 10 €, 15 € ou 20 € par enfant ; les tarifs pratiqués actuellement étant très nettement inférieurs à ceux des collectivités voisines et du coût réel du service payé par la 2CCAM (entre 900 et 1 000€ par élève). La proposition de la commission est la suivante :

Tarif si dossier entièrement dématérialisé

| Objet | Tarifs HT | Tarifs TTC |
|------------------|-----------|------------|
| 1er enfant | 86.36 € | 95 € |
| 2ème enfant | 68.18 € | 75 € |
| 3ème enfant | 50 € | 55 € |
| enfants suivants | 50 € | 55 € |

Tarif si dossier non dématérialisé (dossier papier) :

| Objet | Tarifs HT | Tarifs TTC |
|------------------|-----------|------------|
| 1er enfant | 90,91 € | 100,00 € |
| 2ème enfant | 72.73 € | 80,00 € |
| 3ème enfant | 54.55 € | 60,00 € |
| enfants suivants | 54,55 € | 60,00 € |

A la demande de Mme Lucie HUGARD il est procédé à des votes différenciés :

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré par quarante-et-une voix pour et deux voix contre (MARTIN D, HUGARD L) :

- **Approuve** les tarifs d'inscription au transport scolaire tels qu'exposés ci-dessus.

Proposition de maintien des autres tarifs relatifs aux transports scolaires :

| Objet | Proposition Tarif HT | Proposition Tarifs TTC |
|---|----------------------|------------------------|
| Duplicata de carte En cas de perte | 9,10 € | 10,00 € |
| En cas de vol (uniquement sur justificatif) | gratuit | gratuit |
| Accès aux transports scolaires pour les clients | | |
| Ticket unitaire 1 voyage | 0,91 € | 1,00 € |
| Abonnement mensuel | 13,64 € | 15,00 € |
| Abonnement annuel | 136,36 | 150,00€ |

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré, à l'unanimité, par quarante-trois voix pour:

- **Approuve** les tarifs tels qu'exposés ci-dessus.

Instauration d'une pénalité financière pour les familles déposant leur dossier au-delà des délais impartis pour les inscriptions scolaires 2019/2020.

L'objectif est de permettre au service transport et au prestataire de mieux calibrer l'offre de service au moment de l'envoi des cartes et de la rentrée (fiches horaires, charge des véhicules, répartition des enfants aux arrêts...).

Cette pénalité ne s'appliquerait pas en cas de déménagement, changement de situation entraînant des modifications sur présentations de justificatifs. La commission propose d'appliquer un tarif de 50 € par famille.

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré, à l'unanimité, par quarante-trois voix pour:

- **Approuve** la mise en œuvre d'une pénalité de 50 € par famille en cas d'inscription hors délai.

Aide Individuelle aux Transports (AIT)

La collectivité verse une indemnité forfaitaire pour les élèves éloignés de plus de 3 kilomètres du point d'arrêt de ramassage scolaire le plus proche, ou réunissant les critères prévus dans le règlement communautaire des transports scolaires.

Dans ces situations, les familles sont amenées soit à conduire l'élève au point le plus proche, soit directement à l'établissement scolaire.

L'allocation est basée sur un forfait qui varie en fonction de la distance entre le domicile et le point de transport scolaire le plus proche ou de la distance entre le domicile et l'établissement scolaire.

Il est proposé de maintenir le montant des AIT comme suit pour l'année scolaire 2019/2020:

| Distance du domicile au point | Montant forfaitaire HT | Montant forfaitaire TTC |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|
| De 3 à 4 km | 45,45€/ an / enfant | 50€/an/enfant |
| De 4.1 à 5 km | 90,91€/ an / enfant | 100€/an/enfant |
| A partir de 5.1 km | 181,82€/an /enfant | 200€/an/enfant |

Si plusieurs enfants de la même famille bénéficient de l'Aide Individuelle au Transport (AIT), le calcul de l'aide pour cette famille s'effectue de la manière suivante :

Pour le 1^{er} enfant le forfait est payé dans sa totalité, pour le 2^{ème} enfant et les suivants la moitié du forfait, par enfant, est remboursé. Cette aide n'est pas cumulable avec d'autres aides au transport.

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré par quarante-et-une voix pour et deux voix contre (MARTIN D, HUGARD L) :

- **Approuve** le montant des Aides Individuelles au Transport telles qu'indiquées ci-dessus

- **Charge** Monsieur le Président de mettre en œuvre l'ensemble des décisions prises en matière de tarification des transports scolaires.

XV-Règlement de service du transport scolaire : modifications

Depuis le 22 août 2014, la communauté de communes Cluses Arve et montagnes est devenue autorité organisatrice de Mobilité.

La communauté de communes Cluses Arve et montagnes s'est ainsi dotée d'un règlement communautaire des transports scolaires en 2015, modifié par délibération DEL2018_05 en date du 24 janvier 2018.

Ce règlement édicte les règles et les modalités de fonctionnement des services de transports scolaires organisés par la 2CCAM sur son ressort territorial et sur les services qui ont pu lui être délégués ou transférés.

Le document précise notamment les conditions pour être ayant droit aux transports scolaires, les modalités de prise en charge, les principes de tarification et d'indemnisation, les principes d'organisation des services et les règles de sécurité et de discipline.

La révision soumise à l'approbation du conseil communautaire porte sur différents points qui nécessitent une mise jour ou des précisions, un exemplaire du règlement avec les modifications proposées a été adressé à chaque conseiller.

Ce règlement devra être porté à connaissance de toute personne demandant à bénéficier du service public des transports scolaires, qui s'engagera à en accepter les clauses.

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré, à l'unanimité, par quarante-trois voix pour :

- **Approuve** le règlement du service du transport scolaire ;
- **Charge** Monsieur le Président de la mise en œuvre de la présente décision

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.